

Art. 4. Le ministre flamand compétent pour l'administration intérieure et la politique des villes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Administration intérieure,
de la Gouvernance publique, de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances,
B. SOMERS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/42713]

1^{er} JUIN 2023. — Ordonnance portant modification de diverses dispositions visant à lutter contre les discriminations en matière d'emploi

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi*

Art. 2. Dans l'article 4, 9^o, l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi, les mots « au sens de l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles » sont remplacés par les mots « au sens de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».

Art. 3. L'article 22 de la même ordonnance est complété par les paragraphes 4 à 7 rédigés comme suit :

« § 4. Dans le cadre de la mise en œuvre des tests définis à l'article 4/3, § 2, de l'ordonnance du 30 avril 2009, précitée, Actiris est tenu de :

1^o transmettre tous les 1^{er} et 15^e jours de chaque mois par voie électronique, aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 16 et aux organismes désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 15 de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi, l'ensemble des plaintes ou signalements, reçus par son service anti-discrimination, qui présentent une suspicion raisonnable de discrimination et ce moyennant l'accord explicite de la victime qu'elle veuille rester anonyme ou non;

2^o transmettre par voie électronique aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 16, dans un délai de 10 jours maximum après la demande, des curriculum vitae anonymisés permettant la mise en œuvre des tests définis à l'article 4/3, § 2, de l'ordonnance du 30 avril 2009.

Actiris veille à ce que les données à caractère personnel visées par la transmission au 2^o soient adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

Le Gouvernement détermine les modalités et les procédures de communication des données visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 5. L'Inspection régionale de l'Emploi du Service public régional de Bruxelles peut recueillir, conserver, traiter ou communiquer les données à caractère personnel des employeurs, de la personne qui s'estime victime d'un acte de discrimination et des autres personnes dans la mesure nécessaire et appropriée pour mener à bien la mission d'utilité publique spécifiée à l'article 4/3 de l'ordonnance du 30 avril 2009 et les obligations légales en conformité avec la présente ordonnance.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/42713]

1 JUNI 2023. — Ordonnantie houdende wijziging van diverse bepalingen inzake het bestrijden van discriminatie op het vlak van de tewerkstelling

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingsbepalingen van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling*

Art. 2. In artikel 4, 9^o, van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling worden de woorden "zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen" vervangen door de woorden "zoals bedoeld in de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen".

Art. 3. Artikel 22 van dezelfde ordonnantie wordt aangevuld met paragrafen 4 tot 7, luidende :

"§ 4. In het kader van de uitvoering van de testen omschreven in artikel 4/3, § 2, van de ordonnantie van 30 april 2009, bovengenoemd, is Actiris verplicht om :

1^o alle klachten of meldingen ontvangen door zijn antidiscriminatie-dienst die een redelijk vermoeden van discriminatie bevatten en dit met de uitdrukkelijke instemming van het slachtoffer, ongeacht of hij al dan niet anoniem wenst te blijven, elke 1ste en 15de van elke maand via elektronische weg door te sturen naar de ambtenaren aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering krachtens artikel 16 en de organen aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering krachtens artikel 15 van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling;

2^o de geanonimiseerde curricula vitae die de uitvoering van de testen omschreven in artikel 4/3, § 2, van de ordonnantie van 30 april 2009 mogelijk maken, via elektronische weg door te sturen naar de ambtenaren aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering krachtens artikel 16, binnen een termijn van maximaal 10 dagen na het verzoek.

Actiris ziet erop toe dat de persoonsgegevens waar de doorgifte in 2^o betrekking op heeft passend en relevant zijn en beperkt blijven tot wat noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor ze worden verwerkt.

De Regering stelt de nadere regels en de procedures voor de communicatie van de gegevens bedoeld in het eerste lid vast.

§ 5. De Gewestelijke Werkgelegenheidsinspectie van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel kan de persoonsgegevens van de werkgevers, van de persoon die het slachtoffer meent te zijn van discriminatie en van de andere personen, voor zover noodzakelijk en gepast om de opdracht van openbaar nut gepreciseerd in artikel 4/3 van de ordonnantie van 30 april 2009 en de wettelijke verplichtingen overeenkomstig deze ordonnantie te vervullen, verzamelen, bewaren, verwerken en communiceren.

Le traitement de données à caractère personnel a pour finalité principale la lutte contre les discriminations et la mise en œuvre de tests définis à l'article 4/3, § 2, de l'ordonnance du 30 avril 2009 précitée.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 2, les finalités spécifiques du traitement des données à caractère personnel relatives à la mise en œuvre de tests définis à l'article 4/3, § 2, de l'ordonnance du 30 avril 2009 sont celles mentionnées au paragraphe 4.

§ 6. L'Inspection régionale de l'Emploi du Service public régional de Bruxelles est responsable du traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, en ce qui concerne les finalités mentionnées au paragraphe 5, alinéa 3.

Actiris est responsable du traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, en ce qui concerne les finalités mentionnées au paragraphe 4, 1° et 2°.

§ 7. Sans préjudice d'autres dispositions légales prévoyant un délai de conservation plus long, les données à caractère personnel traitées conformément au paragraphe 5 ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la cessation définitive des procédures et recours juridictionnels, administratifs et extrajudiciaires découlant des constatations faites par l'Inspection régionale de l'Emploi. ».

CHAPITRE 3. — *Disposition modificative de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations*

Art. 4. À l'article 4/3 de l'ordonnance du 30 avril 2009 relative à la surveillance des réglementations en matière d'emploi qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale et à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces réglementations, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1/1. Le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions présente, tous les cinq ans, à Brupartners les résultats d'une étude académique réalisée à sa demande à propos des discriminations observées sur le marché du travail de la Région de Bruxelles-Capitale, dont les discriminations à l'embauche.

Cette étude porte sur tout ou partie des motifs de discrimination mentionnés à l'article 4, 2° et 3°, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi et précise dans quelle mesure les discriminations à l'embauche constatées sur le marché du travail sont susceptibles de nuire à l'exercice des compétences de la politique de l'emploi au sens de l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Brupartners rend un avis sur cette étude dans les 3 mois de la communication de l'étude et de la demande d'avis qui lui est adressée par le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions. Cet avis peut contenir des propositions de recommandations. »;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est abrogé;

3° le paragraphe 2 est complété par les alinéas suivants :

« En cas d'appel mystère réalisé par voie électronique ou téléphonique, l'enregistrement de la conversation réalisé à l'insu des autres participants à la conversation peut être utilisé à des fins probatoires pour autant qu'il ait été réalisé par les inspecteurs régionaux participant à la conversation ou assistant à la conversation réalisée par le tiers visé au paragraphe 7.

En cas de test de situation visé au 1°, les articles 193 à 214 du Code pénal ne sont pas applicables lorsque des éléments fictifs sont introduits dans les candidatures rédigées dans le but de permettre la réalisation d'un test. »;

4° il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Ne commettent pas d'infraction, les inspecteurs régionaux de l'emploi qui, à l'occasion des tests de discrimination prévus par le présent article, commettent des faits punissables absolument

Het hoofddoel van de verwerking van persoonsgegevens is het bestrijden van discriminatie en het uitvoeren van testen omschreven in artikel 4/3, § 2, van de bovengenoemde ordonnantie van 3 april 2009.

Onverminderd de bepalingen van het tweede lid zijn de specifieke doeleinden van de verwerking van de persoonsgegevens met betrekking tot de uitvoering van de testen omschreven in artikel 4/3, § 2, van de ordonnantie van 30 april 2009 degene die in paragraaf 4 worden vermeld.

§ 6. De Gewestelijke Werkgelegenheidsinspectie van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7), van de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, wat de in paragraaf 5, derde lid vermelde doeleinden betreft.

Actiris is verantwoordelijk voor de verwerking van persoonsgegevens, in de zin van artikel 4, 7) van de algemene verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, wat betreft de doeleinden vermeld in paragraaf 4, 1° en 2°.

§ 7. Onverminderd andere wettelijke bepalingen die voorzien in een langere bewaringstermijn worden de persoonsgegevens verwerkt in overeenstemming met paragraaf 5 niet langer bewaard dan nodig is voor de doeleinden waarvoor ze verwerkt worden, met een maximale bewaringstermijn die niet langer mag duren dan een jaar na de definitieve stopzetting van de procedures en gerechtelijke, administratieve en buitengerechtelijke beroepen die voortvloeien uit de vaststellingen door de Gewestelijke Werkgelegenheidsinspectie. ».

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingsbepaling van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen*

Art. 4. In artikel 4/3 van de ordonnantie van 30 april 2009 betreffende het toezicht op de reglementeringen inzake werkgelegenheid die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren en de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze reglementeringen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd die luidt als volgt :

“§ 1/1. De Minister bevoegd voor Werk stelt om de vijf jaar de resultaten voor van een academische studie, die op zijn vraag wordt uitgevoerd, over de waargenomen discriminatie op de arbeidsmarkt van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waaronder discriminatie bij aanwerving, aan Brupartners.

Deze studie heeft geheel of gedeeltelijk betrekking op de motieven van discriminatie vermeld in artikel 4, 2° en 3°, van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling en preciseerd in welke mate discriminatie bij aanwerving vastgesteld op de arbeidsmarkt de uitoefening van het tewerkstellingsbeleid kan schaden in de zin van artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Brupartners verstrekt een advies over deze studie binnen de 3 maanden na de communicatie van de studie en van het verzoek om advies dat de Minister van Werk tot Brupartners richt. Dit advies mag voorstellen voor aanbevelingen bevatten. »;

2° in paragraaf 2 wordt het tweede lid opgeheven;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende leden :

“In geval van mystery calling die elektronisch of telefonisch uitgevoerd wordt, kan de opname van het gesprek dat zonder medeweten van de andere deelnemers aan het gesprek werd verwezenlijkt, gebruikt worden als bewijsmateriaal, op voorwaarde dat de opname verwezenlijkt werd door de gewestelijke inspecteurs die deelnamen aan het gesprek of het gesprek dat gevoerd werd door een derde als bedoeld in paragraaf 7, bijwonen.

In geval van een praktijktest als bedoeld in 1° zijn de artikelen 193 tot 214 van het Strafwetboek niet van toepassing, wanneer fictieve elementen worden opgenomen in de kandidaatstellingen die worden opgesteld om een test te kunnen uitvoeren. »;

4° er wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd die luidt als volgt :

“§ 2/1. Begaan geen inbreuk, de gewestelijke werkgelegenheidsinspecteurs die naar aanleiding van discriminatietesten voorzien door dit artikel strikt noodzakelijke strafbare feiten plegen. Hetzelfde geldt voor

nécessaires. Il en est de même des magistrats du ministère public qui autorisent, s'il y a lieu, ces tests.

L'alinéa précédent est également applicable au tiers visé au paragraphe 7 lorsqu'il se substitue à un inspecteur pour la réalisation d'un test et à l'expert visé au paragraphe 8 lorsqu'il participe à la confection d'une candidature. »;

5° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le test de discrimination répond aux conditions suivantes :

1° il ne peut avoir un caractère provoquant au sens de l'article 30 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale et doit se borner à créer l'occasion de mettre à jour une pratique discriminante en reproduisant, sans excès, un processus d'embauche, de recrutement ou de mise à l'emploi dans laquelle une telle pratique est susceptible de se produire;

2° le test de discrimination n'est réalisé que dans les cas suivants :

a) à la suite d'une plainte ou d'un signalement ;

b) sur la base d'une suspicion raisonnable de pratiques susceptibles d'être qualifiées de discrimination au sein d'un employeur à la suite d'une enquête, de l'analyse de données sociales d'un employeur ou de la constatation par un inspecteur régional de l'emploi;

c) sur la base d'une suspicion raisonnable de pratiques discriminatoires mises en lumière au niveau d'un secteur d'activité, notamment, par les résultats de l'étude académique visée au paragraphe 1/1 ou d'études statistiques;

d) sur la base d'une suspicion raisonnable de pratiques discriminatoires mise en lumière, notamment, à la suite des résultats de la comparaison des données sociales d'employeurs au sein d'un secteur d'activité avec celles de l'économie bruxelloise.

Les tests de discrimination visés sous c) ou d) ne sont réalisés qu'avec l'accord exprès et préalable de l'auditeur du travail ou du Procureur du Roi. »;

6° il est inséré des paragraphes 7 à 9 rédigés comme suit :

« § 7. L'inspecteur régional de l'emploi peut, pour la réalisation d'un test de discrimination, se faire substituer par un tiers qui ne fait pas partie de l'Inspection régionale de l'Emploi dans la mesure où la réalisation de ce test nécessite l'intervention d'une personne présentant une caractéristique particulière en lien avec l'un des motifs de discrimination mentionnés à l'article 4, 2° et 3°, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi.

Le tiers visé à l'alinéa précédent est tenu au secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal.

Le Gouvernement détermine les modalités de désignation des tiers ainsi que les conditions dans lesquelles ceux-ci sont rémunérés.

§ 8. L'inspecteur régional de l'emploi peut, pour la rédaction d'un acte de candidature devant être utilisé dans le cadre d'un test de discrimination, se faire assister par un expert qui ne fait pas partie de l'Inspection régionale de l'Emploi dans la mesure où l'offre d'emploi à laquelle il est envisagé de répondre ou la candidature spontanée qu'il est envisagé d'envoyer correspond à un profil particulier.

Le tiers visé à l'alinéa précédent est tenu au secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal.

Le Gouvernement détermine les modalités de désignation des tiers ainsi que les conditions dans lesquelles ceux-ci sont rémunérés.

§ 9. Lorsque l'Inspection régionale de l'Emploi reçoit une plainte ou un signalement ne relevant pas de sa compétence, elle transmet cette plainte ou ce signalement au service d'inspection sociale compétent. ».

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1 juin 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

de magistraten van het openbaar ministerie die, als daar reden toe is, toestemming geven voor deze testen.

Het vorige lid is eveneens van toepassing op een derde als bedoeld in paragraaf 7, wanneer hij de plaats inneemt van een inspecteur voor de verwezenlijking van een test, en op de deskundige als bedoeld in paragraaf 8, wanneer hij deelneemt aan het opstellen van een kandidaatstelling.";

5° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt :

"§ 4. De discriminatietest beantwoordt aan de volgende voorwaarden :

1° hij mag niet van uitlokkende aard zijn zoals bedoeld in artikel 30 van de Voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering en moet zich beperken tot het creëren van de gelegenheid om een discriminerende praktijk aan het licht te brengen door een procedure inzake aanwerving, rekrutering of tewerkstelling, zonder overdrijven, waarin een dergelijke praktijk zich kan voordoen, na te bootsen ;

2° de discriminatietest wordt slechts uitgevoerd in de volgende gevallen :

a) na een klacht of een melding;

b) op basis van een redelijk vermoeden van praktijken die als discriminatie gekwalificeerd zouden kunnen worden bij een werkgever na een onderzoek, de analyse van de sociale gegevens van een werkgever of de vaststelling door een gewestelijke werkgelegenheidsinspecteur;

c) op basis van een redelijk vermoeden van discriminerende praktijken die aan het licht werden gebracht in een activiteitssector, met name door de resultaten van de academische studie als bedoeld in paragraaf 1/1 of statistische studies;

d) op basis van een redelijk vermoeden van discriminerende praktijken die met name aan het licht werden gebracht als gevolg van de resultaten van de vergelijking van de sociale gegevens van werkgevers binnen een activiteitensector met die van de Brusselse economie.

De discriminatietesten als bedoeld onder c) of d) worden enkel uitgevoerd met de uitdrukkelijke en voorafgaandelijke toestemming van de arbeidsauditeur of van de Procureur des Konings.";

6° de paragrafen 7 tot 9 worden ingevoegd en luiden als volgt :

"§ 7. De gewestelijke werkgelegenheidsinspecteur kan zich, om een discriminatietest uit te voeren, laten vervangen door een derde die geen deel uitmaakt van de Gewestelijke Werkgelegenheidsinspectie, op voorwaarde dat de uitvoering van deze test de tussenkomst vereist van een persoon met een bijzonder kenmerk in verband met een van de motieven voor discriminatie vermeld in artikel 4, 2° en 3°, van de ordonnantie van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling.

Een derde als bedoeld in het vorige lid is gebonden aan het beroepsgeheim overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

De Regering legt de nadere regels vast voor de aanduiding van derden, alsook de voorwaarden volgens dewelke zij vergoed worden.

§ 8. De gewestelijke werkgelegenheidsinspecteur kan, voor het opstellen van een kandidaatstelling die gebruikt moet worden in het kader van een discriminatietest, zich laten bijstaan door een deskundige die geen deel uitmaakt van de Gewestelijke Werkgelegenheidsinspectie, op voorwaarde dat de jobaanbieding waarop hij beoogt te antwoorden, of de spontane kandidatuur die hij beoogt te versturen, overeenkomt met een bepaald profiel.

Een derde als bedoeld in het vorige lid is gebonden aan het beroepsgeheim volgens artikel 458 van het Strafwetboek.

De Regering legt de nadere regels vast voor de aanduiding van derden, alsook de voorwaarden volgens dewelke zij vergoed worden.

§ 9. Wanneer de Gewestelijke Werkgelegenheidsinspectie een klacht of melding ontvangt die niet onder haar bevoegdheid valt, stuurt zij de klacht of melding door naar de bevoegde sociale inspectiedienst.".

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 juni 2023.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2022-2023

A-676/1 Projet d'ordonnance

A-676/2 Rapport

A-676/3 Amendements après rapport

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du mercredi 17 mai 2023

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2022-2023

A-676/1 Ontwerp van ordonnantie

A-676/2 Verslag

A-676/3 Amendementen na verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van woensdag 17 mei 2023

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE, SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE ET BUREAU FEDERAL DU PLAN

[C – 2023/41236]

12 MARS 2023. — Arrêté royal portant renouvellement des mandats de deux membres du Bureau fédéral du Plan

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment les articles 124 et 130, § 2 ;

Vu l'arrêté royal du 24 mai 1971 portant statut du Bureau du Plan et en déterminant l'organisation et les modalités de fonctionnement, notamment les articles 5 et 12 ;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1971 portant statut du personnel du Bureau du Plan, modifié par les arrêtés royaux des 6 juin 1980, 1^{er} août 1984, 27 juin 2001, 20 mars 2003, 20 décembre 2007 et 21 mai 2013, notamment l'article 5 ;

Considérant que madame Nicole FASQUELLE et monsieur Koen HENDRICKX ont été nommés membre du Bureau fédéral du Plan par arrêté royal du 26 février 1996 ;

Considérant que, par arrêtés royaux du 18 janvier 2005 et 3 février 2014, les mandats de membre du Bureau fédéral du Plan de madame Nicole FASQUELLE et de monsieur Koen HENDRICKX, premiers chargés de mission ont été prorogés pour une durée de neuf ans ;

Considérant que les missions attribuées au Bureau fédéral du Plan doivent être exécutées sans interruption et qu'il s'avère dès lors nécessaire de renouveler les mandats de madame Nicole FASQUELLE et monsieur Koen HENDRICKX ;

Sur la proposition du Premier Ministre et du Ministre de l'Économie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le mandat de membre du Bureau fédéral du Plan de madame Nicole FASQUELLE, première chargée de mission, qui prend fin le 31 janvier 2023 au soir, est prorogé jusqu'au 31 décembre 2030.

Le mandat de membre de monsieur Koen HENDRICKX, premier chargé de mission, qui prend fin le 31 janvier 2023 au soir, est prorogé jusqu'au 30 novembre 2027.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER, FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE EN FEDERAAL PLANBUREAU

[C – 2023/41236]

12 MAART 2023. — Koninklijk besluit tot hernieuwing van mandaten van twee leden van het Federaal Planbureau

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op de artikelen 124 en 130, § 2 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 mei 1971 houdende statuut, organisatie en werkingsmodaliteiten van het Planbureau, inzonderheid op artikelen 5 en 12 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1971 houdende statuut van het personeel van het Planbureau, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 juni 1980, 1 augustus 1984, 27 juni 2001, 20 maart 2003, 20 december 2007 en 21 mei 2013, inzonderheid op artikel 5 ;

Overwegende dat mevrouw Nicole FASQUELLE en de heer Koen HENDRICKX benoemd werden tot lid van het Federaal Planbureau bij koninklijk besluit van 26 februari 1996 ;

Overwegende dat de mandaten van lid van mevrouw Nicole FASQUELLE en de heer Koen HENDRICKX, eerste opdrachthouders, hernieuwd werden voor een duur van negen jaar bij de koninklijk besluiten van 18 januari 2005 en 3 februari 2014 ;

Overwegende dat de aan het Federaal Planbureau toevertrouwd opdrachten zonder onderbreking uitgevoerd moeten worden en het daarom noodzakelijk is om het mandaat van mevrouw Nicole FASQUELLE en de heer Koen HENDRICKX te hernieuwen ;

Op de voordracht van de Eerste Minister en de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. -. Het mandaat van lid van het Federaal Planbureau van mevrouw Nicole FASQUELLE, eerste opdrachthouder, dat ten einde loopt op 31 januari 2023 's avonds wordt hernieuwd tot en met 31 december 2030.

Het mandaat van lid van het Federaal Planbureau van de heer Koen HENDRICKX, eerste opdrachthouder, wordt hernieuwd tot en met 30 november 2027.